

## La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socioprofessionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°12 - 12 NOVEMBRE 2019

### « Une situation économique contrastée et des difficultés sociales persistantes »

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, la croissance de la zone Euro s'est réduite à 0,2% : l'économie allemande est en régression, la crise politique italienne s'aggrave, les incertitudes liées au Brexit sont plus fortes que jamais, la tension commerciale entre la Chine et les Etats-Unis se poursuit...

Si la production industrielle chute, les effets récessifs qu'elle engendre ne semble pas se propager à l'ensemble des secteurs. La réaction des Etats et de la BCE pour soutenir l'activité contribue à éloigner le risque récessif mais pose la question des effets de ces politiques sur la stabilité financière, notamment au regard de la fort probable inflation des déficits budgétaires.

Dans ce contexte difficile, sur un an, la France fait un peu mieux que ses voisins, même si le PIB a progressé deux fois plus lentement que l'année précédente (1,3% contre 2,5% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018). L'économie du Grand Est est impactée bien que certains indicateurs enregistrent de bons résultats.

#### Le Luxembourg, toujours moteur de l'emploi frontalier

En 2005, on comptait «seulement» 60 000 navetteurs vers le Grand-Duché. Aujourd'hui, 106 197 habitants du Grand Est s'y rendent quotidiennement pour travailler (6 000 de plus en seulement un an). Les prévisions pour 2035 annoncent 150 000 frontaliers.

#### Exportations : le Grand Est toujours au plus haut, avec 65,8 milliards d'€ en un an

Le commerce extérieur régional ne cesse de progresser depuis 5 ans. Les ventes vers le Royaume-Uni, 2<sup>ème</sup> partenaire commercial après l'Allemagne, dopées par l'anticipation du Brexit, continuent leur ascension (+27% sur un an) et celles en direction des Etats-

Unis, 6<sup>ème</sup> partenaire explosent à +41%. L'export agricole et agro-alimentaire régional poursuit sa croissance depuis 2018 (+5,6% sur un an), tout en restant, avec 9,2 milliards d'euros, en-deça de leur niveau de 2013 (9,6 milliards d'euros).

#### 10 000 demandeurs d'emploi de moins en un an, le chômage à la baisse

Avec 8,1%, le chômage recule encore en région, affichant son taux le plus bas depuis 2008. On constate cependant de fortes disparités entre les territoires ; les taux varient de 5 à 11% selon les zones d'emploi. La durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi augmente inexorablement, avec + 23 jours en un an (soit 644 jours au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019).

Si la demande d'emploi des seniors est figée depuis un an, on note pour la première fois depuis 4 ans une hausse du nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

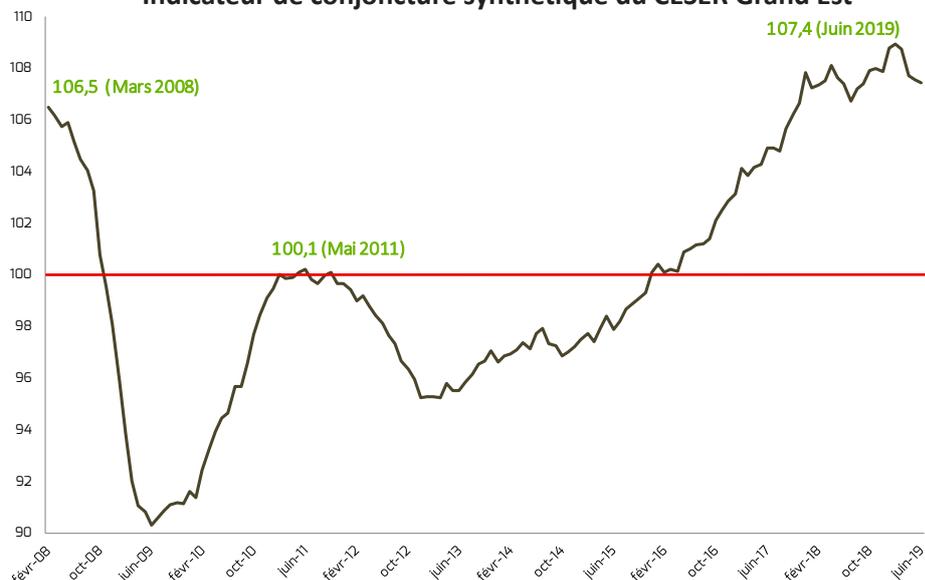
#### La construction à la peine

On observe depuis un an un retrait de la construction résidentielle au niveau régional et national. Ces 12 derniers mois, 25 100 constructions de logements ont été commencées dans le Grand Est (-7%). Cette diminution s'explique notamment par le recul des logements collectifs. La construction non résidentielle atteste d'une timide reprise ce trimestre, après un recul d'une année (-6%).

#### Plus de défaillances d'entreprises

Ces 4 derniers trimestres, le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires dans la région croît de manière significative (+7,1%), alors que l'augmentation est plus mesurée à l'échelle nationale (+1,4%). Tous les secteurs d'activités sont concernés, à l'exception de celui de la construction.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

## 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS
- 7 - CONSTRUCTION DE LOCAUX
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

## 2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

## 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 18 - TAUX DE CHÔMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

## 4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

# 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

65,8 milliards d'euros  
d'exportations sur les 4 derniers trimestres

25 100  
constructions de logements neufs

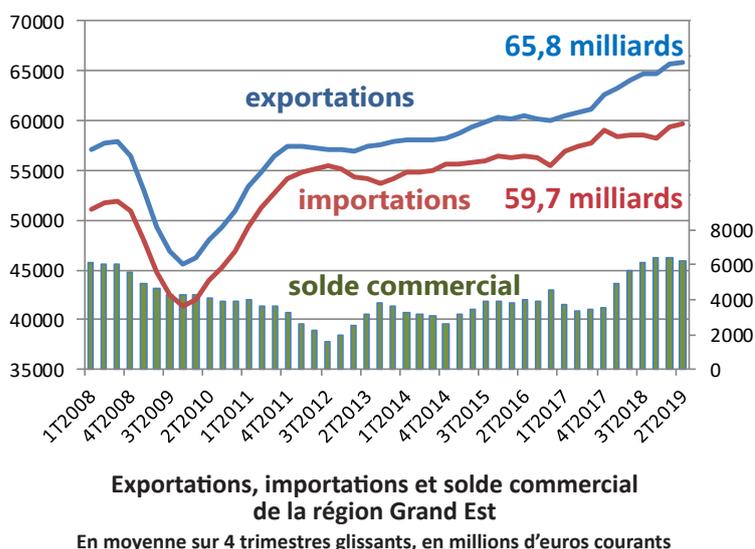
41 010  
créations d'entreprises

-----  
77,7 %  
taux d'utilisation des capacités de production (Août 2019)

## 1 - COMMERCE EXTÉRIEUR - 2<sup>EME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

**Exportations : le Grand Est toujours au plus haut.** A nouveau performant ce trimestre, le commerce extérieur régional ne cesse de progresser depuis 5 ans, à hauteur de 65,8 milliards d'exports en un an. Les ventes de véhicules automobiles (+12,9%), celles de produits chimiques (+7,9) et d'équipements électriques (+4,7) affichent une nette progression, alors que l'export d'équipements pour automobile et de produits sidérurgiques poursuit sa chute, de l'ordre de -10%. Les exportations en direction de l'Allemagne, premier partenaire commercial, marquent un pallier. Les ventes vers le Royaume-Uni, 2<sup>ème</sup> partenaire, dopées par l'anticipation du Brexit, continuent leur ascension (+27% sur un an) et celles en direction des Etats-Unis, 6<sup>ème</sup> partenaire, explosent à +41%. Globalement, la progression des exportations régionales passe de 4 à 2,7% sur un an. A noter même que la Moselle et la Haute-Marne affichent une baisse de leurs exports. A contrario, la France métropolitaine, avec +5,1%, présente sa plus forte augmentation annuelle depuis 6 trimestres.

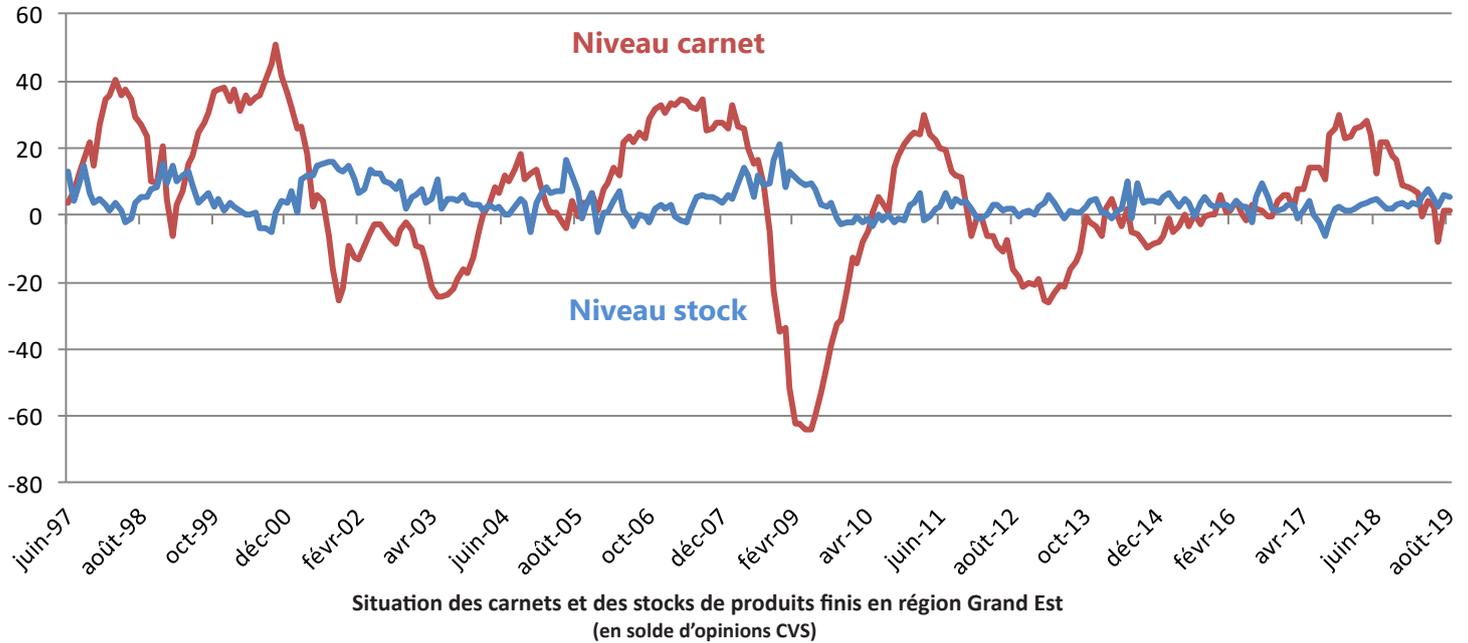


	Evolution des exportations les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Répartition des exportations les 4 derniers trimestres, en millions d'euros
Ardennes	7,7%	2 324
Aube	6,5%	1 793
Bas-Rhin	4,4%	21 115
Haute-Marne	-2,8%	1 050
Haut-Rhin	4,4%	15 069
Marne	2,7%	6 545
Meurthe-et-Moselle	8,9%	2 665
Meuse	4,7%	1 193
Moselle	-4,3%	11 644
Vosges	1,9%	2 446
<b>Grand Est</b>	<b>2,7%</b>	<b>65 844</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>5,1%</b>	<b>507 373</b>

## 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - AOUT 2019

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

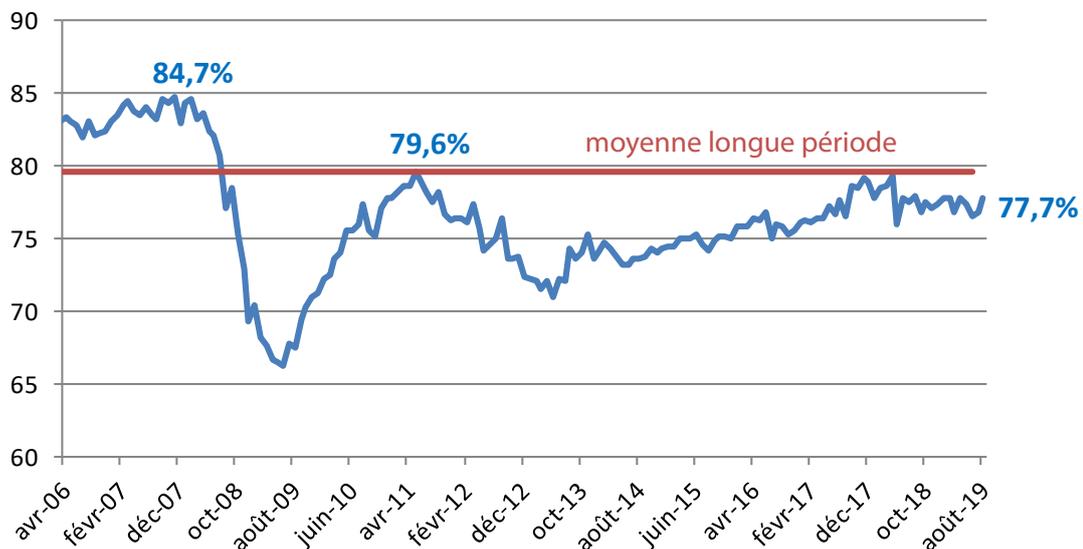
**Inversement de tendance, les commandes redeviennent positives, les stocks baissent.** Après être passée en-dessous du niveau estimé des stocks, au terme d'une chute libre de près d'une année, la perception par les entrepreneurs du niveau des carnets de commandes redevient positive, tandis que celle des stocks se stabilise. La baisse de la demande semble jugulée. Le spectre économique de l'effet ciseaux observé en avril 2019 semble endigué du fait d'une gestion prudente et adaptée.



## 3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - AOUT 2019

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

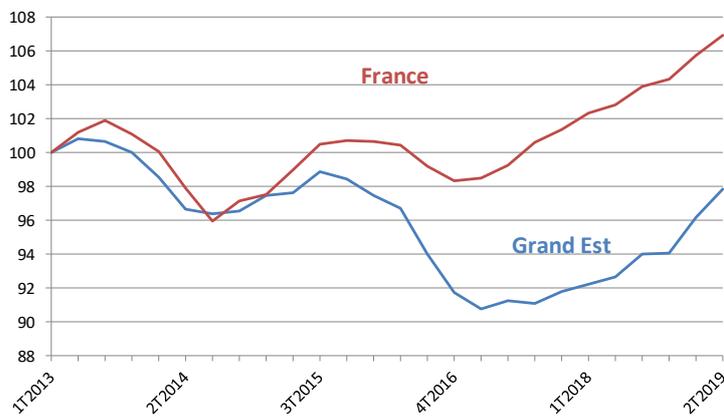
**L'atonie des capacités de production perdure.** L'utilisation des capacités de production est sensiblement au même niveau depuis un an et demi, oscillant entre 77 et 78%. Inférieure à la moyenne longue période d'environ 2 points, elle reste toujours bien éloignée de son niveau d'avant crise (84,7% en 2007), ce qui semble confirmer une mutation durable du modèle économique.



## 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

**Net redressement des exportations agricoles et agro-alimentaires.** Tout en restant, avec 9,2 milliards d'euros, en-deçà de leur niveau de 2013 (9,6 milliards d'euros), l'export agricole et agro-alimentaire régional poursuit sa croissance depuis 2018 (+5,6% sur un an), au-delà de la progression nationale (+4%). Le secteur continue de dégager le plus important solde commercial sectoriel de la région avec 5,5 milliards d'euros (+ 800 millions en deux ans), le deuxième de France derrière la Nouvelle-Aquitaine (5,9 milliards). La Marne, à elle seule, représente 40% de l'export régional (le Champagne en représentant les trois quarts). Il est à noter que la Meuse, la Meurthe-et-Moselle et le Haut-Rhin enregistrent encore une diminution annuelle de leurs exportations de produits agricoles et agro-alimentaires.



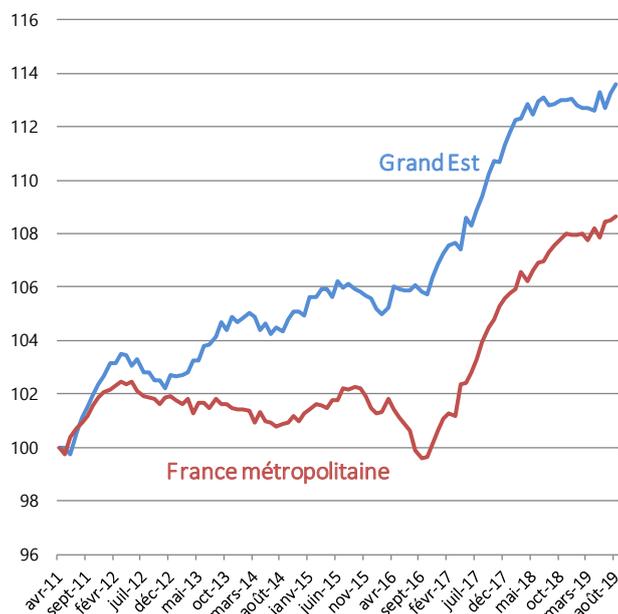
Exportations agricoles et des industries agroalimentaires  
En moyenne sur 4 trimestres (indice base 100 au 1er trimestre 2013)

	Evolution des exportations les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents		Répartition des exportations ces 4 derniers trimestres, en millions d'euros	
Ardennes	9,8%	<div style="width: 9.8%;"></div>	413	<div style="width: 9.8%;"></div>
Aube	16,2%	<div style="width: 16.2%;"></div>	402	<div style="width: 16.2%;"></div>
Bas-Rhin	0,1%	<div style="width: 0.1%;"></div>	1 803	<div style="width: 0.1%;"></div>
Haute-Marne	14,5%	<div style="width: 14.5%;"></div>	166	<div style="width: 14.5%;"></div>
Haut-Rhin	-2,1%	<div style="width: -2.1%;"></div>	787	<div style="width: -2.1%;"></div>
Marne	9,2%	<div style="width: 9.2%;"></div>	3 690	<div style="width: 9.2%;"></div>
Meurthe-et-Moselle	-3,3%	<div style="width: -3.3%;"></div>	385	<div style="width: -3.3%;"></div>
Meuse	-4,1%	<div style="width: -4.1%;"></div>	352	<div style="width: -4.1%;"></div>
Moselle	11,6%	<div style="width: 11.6%;"></div>	942	<div style="width: 11.6%;"></div>
Vosges	3,1%	<div style="width: 3.1%;"></div>	263	<div style="width: 3.1%;"></div>
<b>Grand Est</b>	<b>5,6%</b>	<div style="width: 5.6%;"></div>	<b>9 203</b>	<div style="width: 5.6%;"></div>
<b>France</b>	<b>4,0%</b>	<div style="width: 4.0%;"></div>	<b>63 847</b>	<div style="width: 4.0%;"></div>

## 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - AOÛT 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Regain du tourisme hôtelier.** Le nombre de nuitées touristiques dans le Grand Est est de retour à la hausse ces derniers mois, notamment grâce à une période estivale favorable. Ces 12 derniers mois, la région a enregistré 14,36 millions de nuitées en hôtellerie, soit +0,8% par rapport aux 12 mois précédents (soit 117 000 nuitées de plus). La France métropolitaine présente une augmentation un peu plus importante, à hauteur de 1,2%. Si le Grand Est observait jusqu'alors une part croissante des touristes en provenance de l'étranger, la hausse de la fréquentation touristique est désormais à mettre au crédit de la clientèle française.



Evolution du nombre de nuitées en hôtellerie  
En moyenne sur 12 mois, base 100 en avril 2011

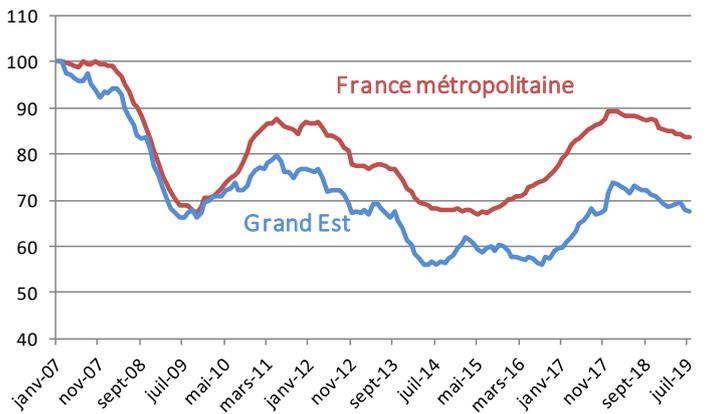
	Evolution annuelle des nuitées sur une année (les 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents)		Nombre moyen de nuitées mensuelles sur un an	
Grand Est	0,8%	<div style="width: 0.8%;"></div>	1 196 884	<div style="width: 0.8%;"></div>
France métropolitaine	1,2%	<div style="width: 1.2%;"></div>	17 859 085	<div style="width: 1.2%;"></div>

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

## 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - JUILLET 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**Pas de redémarrage.** On observe depuis plus d'une année un retrait au niveau régional et national. En région, sur un an, les constructions autorisées reculent de 15% (et de 10% en France métropolitaine). Si, en début d'année, un seul département sur les 10 que compte le Grand Est (le Haut-Rhin) affichait une progression de la construction résidentielle commencée, ils sont désormais au nombre de 4 : la Meuse, les Vosges, le Haut-Rhin et dans une moindre mesure les Ardennes. Ces 12 derniers mois, 25 100 constructions de logements ont été commencées dans le Grand Est, soit 7% de moins que les 12 mois précédents (-9% en France métropolitaine). A noter les fortes baisses dans les départements de la Haute-Marne et de la Meurthe-et-Moselle (respectivement -34% et -21%). Cette diminution s'explique notamment par le recul des constructions de logements collectifs (-20% sur un an) dans le Grand Est.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 Janvier 2007

En moyenne sur 4 trimestres glissants, source INSEE

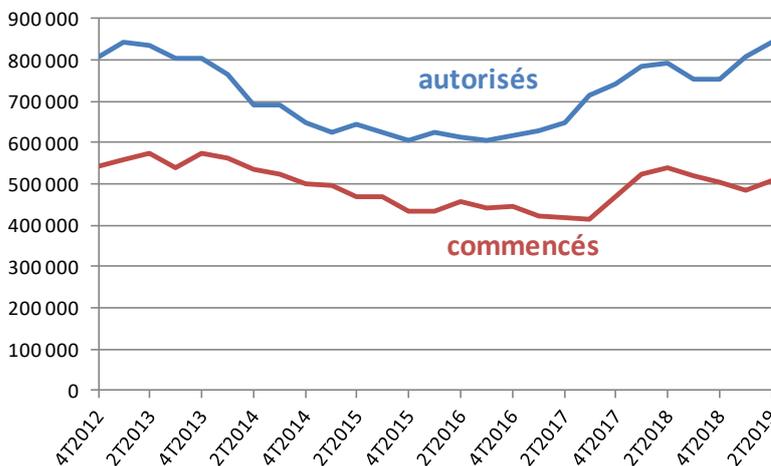
	Evolution du nombre de construction autorisées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution du nombre de constructions commencées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	-6%	1%
Aube	16%	-3%
Bas-Rhin	-34%	-14%
Haute-Marne	22%	-34%
Haut-Rhin	-27%	17%
Marne	17%	-3%
Meurthe-et-Moselle	-22%	-21%
Meuse	-14%	13%
Moselle	0%	-6%
Vosges	37%	13%
<b>Grand Est</b>	<b>-15%</b>	<b>-7%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>-10%</b>	<b>-9%</b>

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

## 7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

**Timide reprise, qui reste à confirmer.** Ces 4 derniers trimestres, un peu moins de 3,2 millions de m<sup>2</sup> de chantiers de locaux ont été autorisés, soit une hausse de 6% sur un an. La mise en chantier, quant à elle, est plus contrastée : après un recul de presque une année, on assiste ce trimestre à une sensible progression de la construction non résidentielle, repassant au dessus du seuil annuel des 2 millions de m<sup>2</sup>. Les dynamiques sont très inégales selon les départements : l'Aube (+45%), les Ardennes (+19%) affichent des hausses significatives de la mise en construction, tandis que la Marne, la Meurthe-et-Moselle montrent des reculs importants (jusqu'à -39% sur un an).



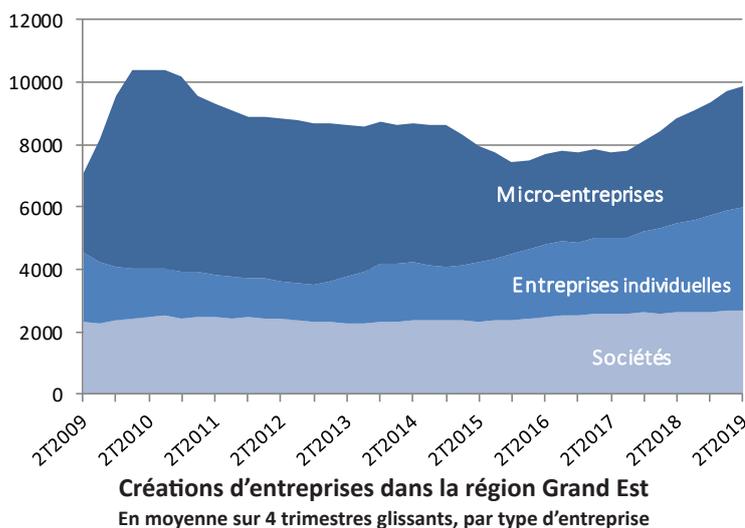
Construction de locaux en région Grand Est (en m<sup>2</sup>)  
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution des constructions commencées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	-32%	19%
Aube	42%	45%
Bas-Rhin	31%	11%
Haute-Marne	-37%	-14%
Haut-Rhin	-21%	-4%
Marne	0%	-39%
Meurthe-et-Moselle	-25%	-36%
Meuse	29%	11%
Moselle	34%	6%
Vosges	3%	-14%
<b>Grand Est</b>	<b>6%</b>	<b>-6%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>2%</b>	<b>0%</b>

## 8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - AOÛT 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

**Les créations d'entreprises toujours à la hausse.** Cette année, un peu plus de 41 000 entreprises ont vu le jour dans la région, soit une progression annuelle de 13,7%, presque à hauteur de la croissance nationale (+15,9%). L'ensemble des départements du Grand Est affiche une progression annuelle allant de 9 à 20%. L'augmentation reste largement due aux micro-entreprises (+22,4% sur un an) et aux entreprises individuelles (+10,4%). Cela témoigne d'un dynamisme mais également d'une certaine fragilité du tissu économique, d'autant que les défaillances sont en hausse depuis début 2018 (cf indicateur n°9). Par ailleurs, le nombre de sociétés créées sur un an, passe de 1,5% à 2,1%. Les créations dans le secteur du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration sont soutenues, tandis que celles dans l'industrie affichent un rythme plus modéré. Cependant, la région, avec seulement 5,3% des créations nationales (versus 7% en 2010), reste en retrait par rapport à son poids économique.

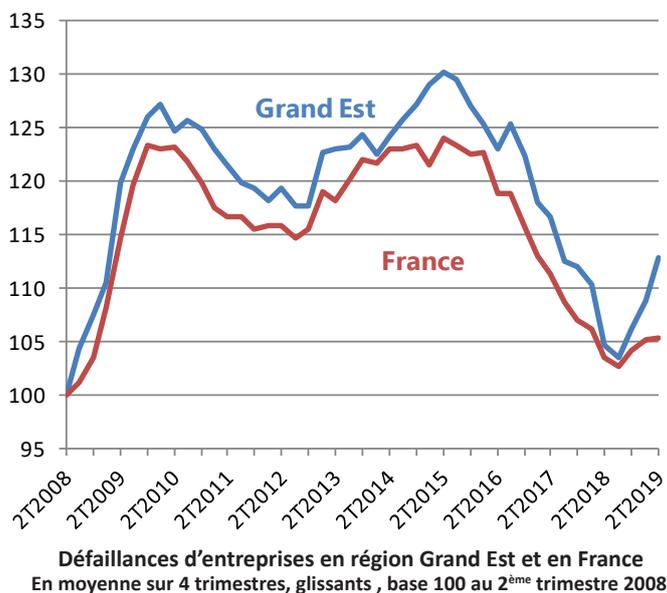


	Evolution annuelle (12 derniers mois / 12 mois précédents)	Nombre de créations les 12 derniers mois
Ardennes	16,3%	1 521
Aube	12,8%	2 209
Bas-Rhin	12,2%	10 388
Haute-Marne	16,0%	841
Haut-Rhin	16,5%	5 682
Marne	10,8%	4 560
Meurthe-et-Moselle	19,2%	5 507
Meuse	9,2%	947
Moselle	11,8%	6 952
Vosges	13,0%	2 403
<b>Grand Est</b>	<b>13,7%</b>	<b>41 010</b>
<b>France</b>	<b>15,9%</b>	<b>768 130</b>

## 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

**Toujours plus de défaillances d'entreprises depuis un an.** Ces 4 derniers trimestres, le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires dans la région croît de manière significative (+7,1%), alors que l'augmentation est plus mesurée à l'échelle nationale (+1,4%). Dans le Grand Est, on observe sur un an 4 172 défaillances, soit 7,8% du total métropolitain (7,4% il y a un an). Deux départements résistent encore : les Ardennes et le Bas-Rhin. Les autres territoires présentent tous une hausse des défaillances, la Moselle affichant la progression annuelle la plus importante, avec +20,2%. Tous les secteurs d'activités sont concernés, à l'exception de celui de la construction.



	Evolution annuelle (les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents)	Nombre de défaillances ces 4 derniers trimestres
Ardennes	-5,1%	226
Aube	16,1%	264
Bas-Rhin	-7,3%	910
Haute-Marne	12,4%	101
Haut-Rhin	14,3%	580
Marne	5,3%	431
Meurthe-et-Moselle	4,4%	491
Meuse	16,7%	120
Moselle	20,2%	693
Vosges	17,8%	314
<b>Grand Est</b>	<b>7,1%</b>	<b>4 130</b>
<b>France</b>	<b>1,4%</b>	<b>53 777</b>

## 2. EMPLOI

5 759

créations d'emplois salariés

(entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019)

1 394 597 emplois salariés dans le secteur marchand,  
dont :

296 970 dans l'industrie

110 210 dans la construction

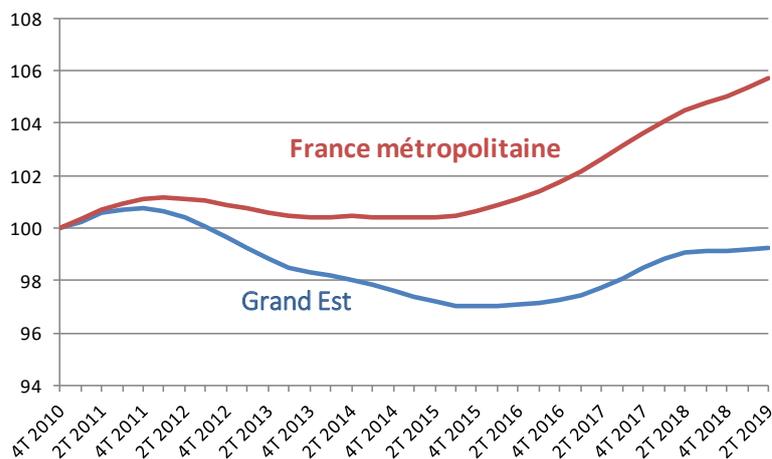
239 391 dans le commerce

748 026 dans les services

### 10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

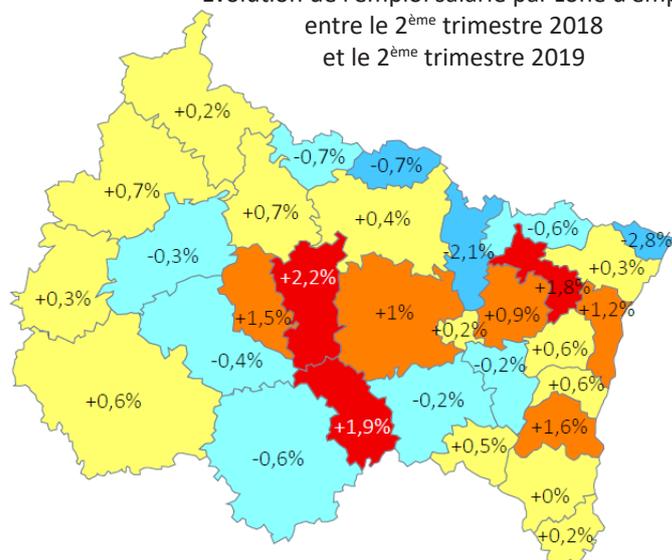
**Grand Est vs France métropolitaine : des dynamiques bien distinctes.** L'emploi salarié privé dans le Grand Est est toujours à la recherche de son niveau de 2010, celui-ci ne varie presque plus depuis plusieurs trimestres. A l'échelon national, la croissance de l'emploi est toujours soutenue depuis plus de 3 ans. On dénombre en France métropolitaine près de 18,53 millions d'emplois salariés privés (+ 250 000 sur les 4 derniers trimestres). Sur un an, 10 zones d'emploi du Grand Est enregistrent une diminution de l'emploi. Il s'agit de territoires frontaliers (nord-lorrain, zone de Wissembourg) ou situés en marge des grandes agglomérations (zones d'emploi vosgiennes, haut-marnaises). La plupart des autres zones d'emploi présentent un solde positif, affichant toutefois des progressions moins marquées que ces derniers trimestres. Certains territoires, comme Commercy, Neufchâteau, Saverne, témoignent cependant d'augmentations annuelles de leur emploi à hauteur de 2%.



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé\*  
Base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants

\*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

Evolution de l'emploi salarié par zone d'emploi  
entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2018  
et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

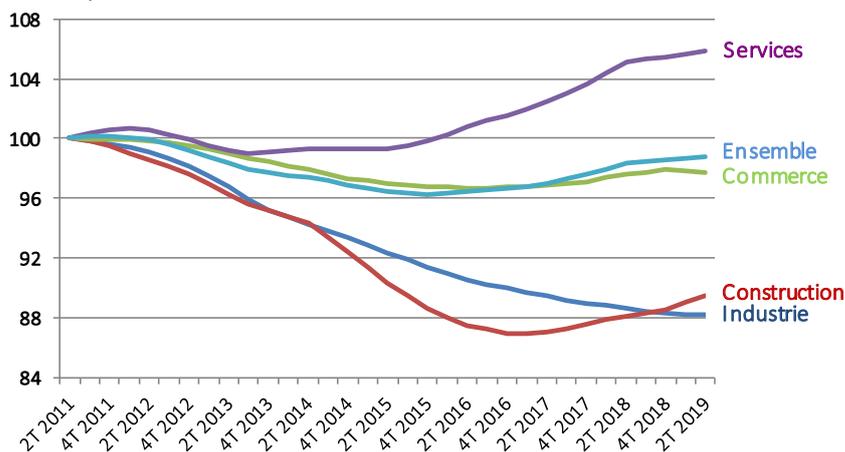


# 11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

**Fragilité de l'emploi salarié privé.** En pente douce depuis 3 ans, la progression de l'emploi salarié privé s'est atténuée depuis un peu plus d'un an. Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, on observait une progression de 20 000 postes. Sur les 4 derniers trimestres, elle se limite à 5 759 emplois de plus :

- Les services portent presque à eux seuls la création d'emploi salarié (+0,7% soit 5 375 sur un an).
- Le commerce voit son emploi reculer pour la première fois depuis presque 4 ans : - 837 emplois sur un an.
- La construction se redresse depuis deux ans, plus fortement cette dernière année (+2% soit 2 172).
- L'érosion de l'emploi industriel se poursuit (- 951 postes sur un an), même si la baisse est moins significative ces derniers trimestres. Il faut cependant rappeler que près de 36 000 intérimaires, bien qu'exerçant dans le secteur industriel, sont comptabilisés dans le secteur des services. 36 000, c'est aussi le nombre d'emplois perdus par l'industrie depuis 8 ans.



**Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé**  
Indice 100 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

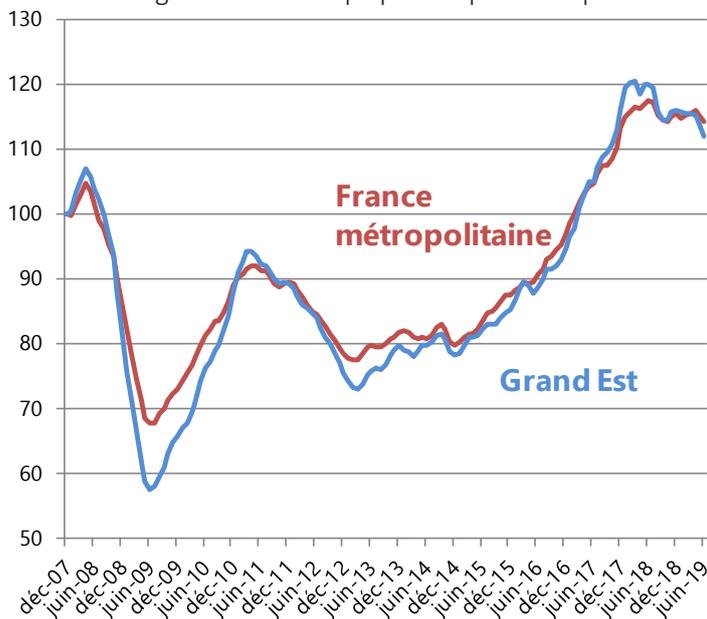
	Nombre d'emplois au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2019	Evolution annuelle	
		en nombre	en %
Industrie	296 970	-951	-0,3%
Construction	110 210	2 172	2,0%
Commerce	239 391	-837	-0,3%
Services	748 026	5 375	0,7%
<b>Total</b>	<b>1 394 597</b>	<b>5 759</b>	<b>0,4%</b>

Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

# 12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - JUIN 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

**Régression marquée ce trimestre.** Après une hausse importante des effectifs entre 2013 et 2017, et malgré un sursaut observé fin 2018, la tendance est désormais à la baisse. On dénombre en juin 2019, selon Pôle Emploi, 70 316 emplois intérimaires dans la région, soit 10 000 de moins qu'un an et demi auparavant. Seules la Meurthe-et-Moselle et les Vosges parviennent à endiguer cette régression sur un an, tout en affichant de légères progressions. A contrario, la Moselle et le Bas-Rhin enregistrent les plus fortes baisses (-11,2% et -9,1%). Globalement, le Grand Est accuse une baisse de l'emploi intérimaire de 4,6% au deuxième trimestre 2019, tandis que la France résiste, avec une légère hausse de 0,1%. Le Grand Est est la région de France qui perd le plus d'emplois intérimaires ce trimestre.



**Evolution de l'emploi intérimaire**  
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en décembre 2007

	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Ardennes	-7,4%	-8,8%
Aube	-3,9%	-4,4%
Bas-Rhin	-5,8%	-9,1%
Haute-Marne	-6,7%	-0,8%
Haut-Rhin	-0,7%	-2,9%
Marne	-2,9%	-7,3%
Meurthe-et-Moselle	-2,3%	1,9%
Meuse	-7,5%	-0,7%
Moselle	-8,0%	-11,2%
Vosges	-0,6%	0,3%
<b>Grand Est</b>	<b>-4,6%</b>	<b>-6,2%</b>
<b>France</b>	<b>0,1%</b>	<b>-0,9%</b>

# 3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

452 760 demandeurs d'emploi de catégorie ABC\*  
(277 650 en catégorie A, dont 127 210 indemnisés par Pôle Emploi)

60 960 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans  
(38 600 en catégorie A)

119 160 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans  
(77 870 en catégorie A)

8,1% taux de chômage dans la région (2<sup>ème</sup> T 2019)

\*Catégorie A : personne sans emploi

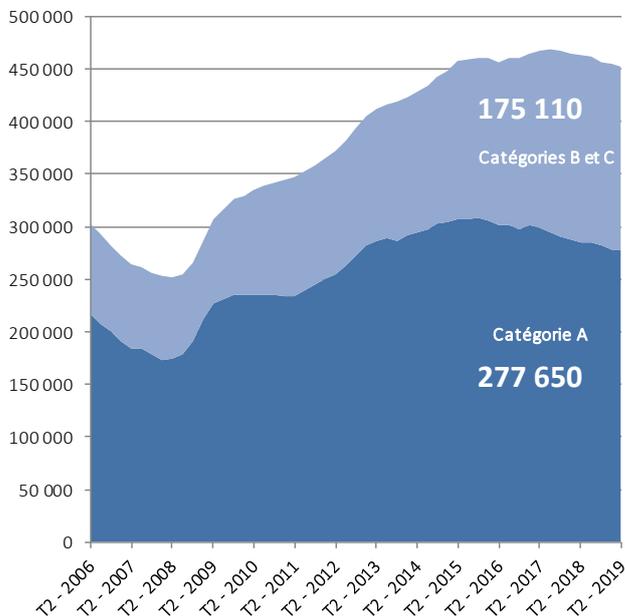
\*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

\*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

## 13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**10 000 demandeurs d'emploi de moins en un an.** 452 760 personnes sont inscrites en catégories A, B, et C à Pôle Emploi dans la région Grand Est au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 (8,1% du total national, en retrait depuis 5 ans). 60,4% d'entre elles sont indemnisées. La diminution du nombre de demandeurs (- 15 000 en deux ans) s'accélère après un ralentissement au premier trimestre 2019. Cette fois, la baisse profite également aux demandeurs en catégories B et C. L'ensemble des départements du Grand Est présente une amélioration de leur marché de l'emploi, à l'exception des Ardennes. Sur un trimestre, au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 0,4%, soit 23 000 personnes.



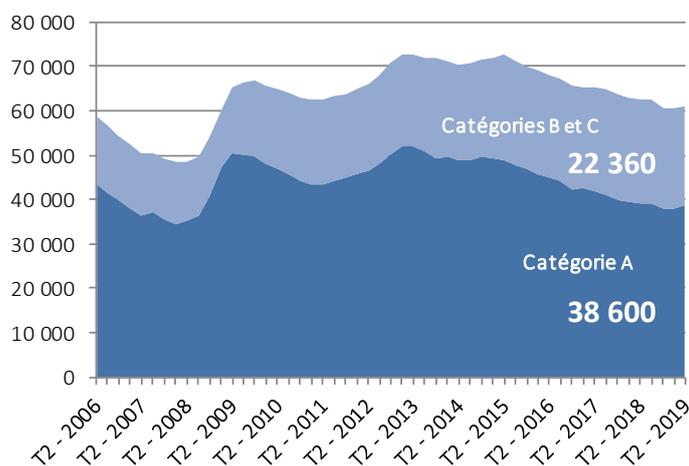
Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	0,0%	-1,7%
Aube	-0,9%	-1,4%
Bas-Rhin	-0,5%	-1,6%
Haute-Marne	-1,1%	-3,6%
Haut-Rhin	-0,1%	-0,8%
Marne	-0,9%	-0,9%
Meurthe-et-Moselle	-0,6%	-3,6%
Meuse	-0,5%	-2,6%
Moselle	-0,6%	-3,4%
Vosges	-0,3%	-2,3%
<b>Grand Est</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,2%</b>
dont hommes	-0,6%	-2,9%
dont femmes	-0,2%	-1,1%
<b>France métropolitaine</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,9%</b>

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

## 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Inversion de tendance.** Le premier semestre de l'année 2019 marque une rupture : pour la première fois depuis 4 ans en région, on constate une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (+ 400). Les départements alsaciens et lorrains (à l'exception de la Meuse) voient leurs effectifs s'accroître ; l'augmentation la plus forte concerne les Vosges, avec +2,9% sur un seul trimestre. On dénombre 60 960 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est, 2 500 jeunes de moins qu'il y a un an et demi. En France métropolitaine, on assiste à une stagnation de la demande d'emploi des moins de 25 ans depuis 3 trimestres, après un recul important depuis 4 ans. La fin des contrats aidés semble avoir un impact.



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

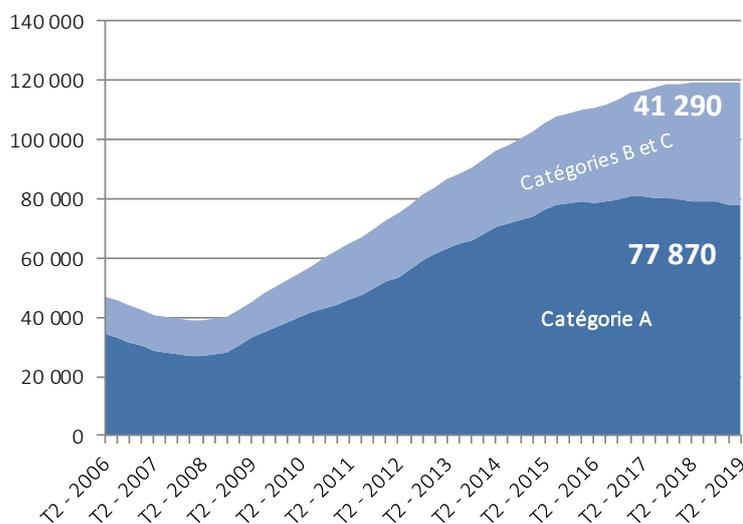
Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	1,1%		-0,6%	
Aube	-0,5%		-2,1%	
Bas-Rhin	0,6%		-1,5%	
Haute-Marne	0,0%		-3,9%	
Haut-Rhin	1,4%		-0,4%	
Marne	-0,6%		-1,6%	
Meurthe-et-Moselle	0,8%		-5,2%	
Meuse	-0,5%		-5,9%	
Moselle	0,4%		-4,4%	
Vosges	2,9%		-2,6%	
<b>Grand Est</b>	<b>0,6%</b>		<b>-2,7%</b>	
<i>dont hommes</i>	1,7%		-1,5%	
<i>dont femmes</i>	-0,6%		-4,3%	
<b>France métropolitaine</b>	<b>-0,2%</b>		<b>-1,8%</b>	

## 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Le chômage des séniors figé depuis un an.** Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, dans le Grand Est, on recense 119 160 demandeurs d'emploi en catégories A, B et C de plus de 50 ans, chiffre stable depuis un an (soit 8,3% du total national, part en retrait depuis 4 ans). La catégorie A représente presque deux tiers des demandeurs (soit 78 000 personnes), en légère baisse, à l'inverse des catégories B et C, toujours en augmentation. Au niveau national, on compte 20 000 demandeurs d'emploi de plus (+1,4%) sur un an. L'accroissement tend toutefois à se ralentir ces derniers mois.

Au sein de la région, seules la Meuse et la Meurthe-et-Moselle affichent encore une progression trimestrielle de la demande d'emploi chez les séniors. On note des évolutions différenciées selon le sexe : sur une année, le nombre de demandeuses d'emploi est en hausse de 0,5% (versus - 0,5% pour les hommes).



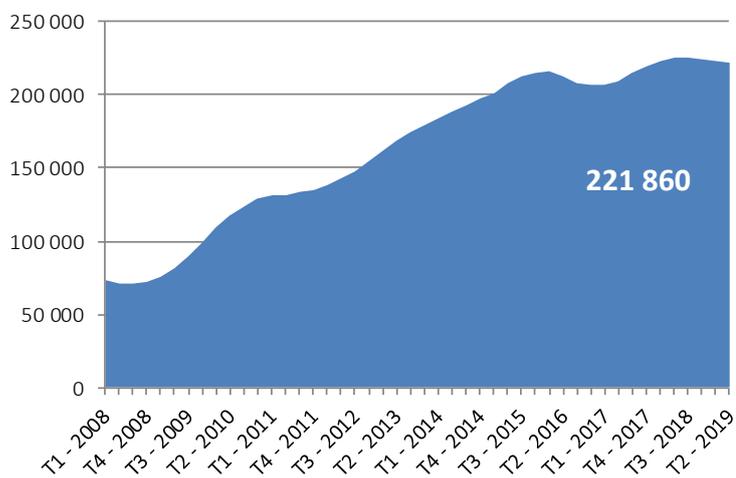
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	0,0%		0,4%	
Aube	-0,1%		-0,1%	
Bas-Rhin	0,0%		0,0%	
Haute-Marne	-0,8%		1,1%	
Haut-Rhin	-0,4%		0,3%	
Marne	-0,2%		1,1%	
Meurthe-et-Moselle	0,4%		0,5%	
Meuse	0,3%		0,3%	
Moselle	-0,5%		-0,9%	
Vosges	0,0%		0,0%	
<b>Grand Est</b>	<b>-0,1%</b>		<b>0,0%</b>	
<i>dont hommes</i>	-0,2%		-0,5%	
<i>dont femmes</i>	0,0%		0,5%	
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,0%</b>		<b>1,4%</b>	

## 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Demande d'emploi longue durée : lent décrochage.** On comptabilise 4 000 demandeurs d'emploi longue durée de moins en 3 trimestres dans le Grand Est (LD > 1 an). Cette évolution s'inscrit pourtant dans un contexte défavorable : 221 860 personnes sont inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an dans la région (soit 49% des inscrits en catégories A, B et C, 47% au niveau national). A contrario, sur la même période, la France métropolitaine recense 10 000 demandeurs longue durée de plus. Il est à noter que la notion de longue durée n'exclut pas des périodes d'activités. Trois départements sur 10 présentent encore une augmentation annuelle de leur effectif : l'Aube, la Marne et surtout les Ardennes (+1,9%). Plus d'un demandeur d'emploi LD sur deux est issu du secteur industriel.



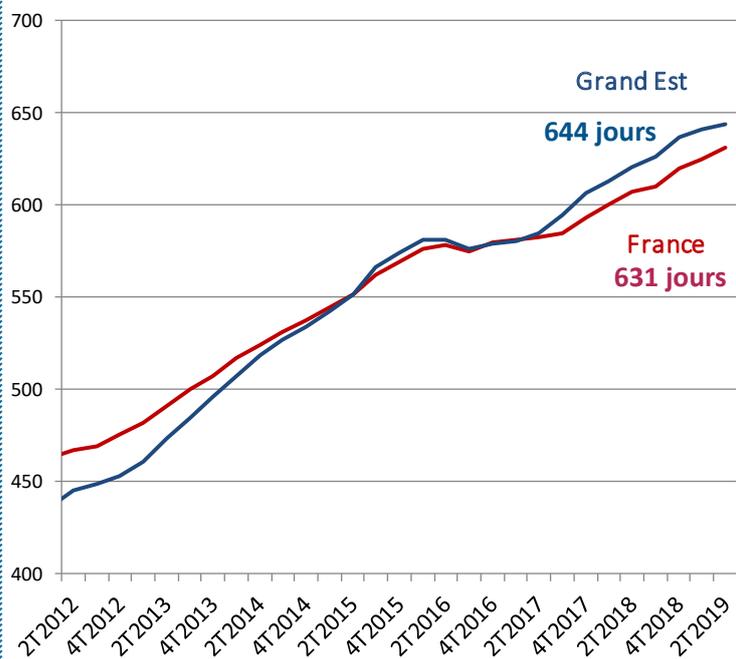
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-0,1%	1,9%
Aube	-1,2%	0,7%
Bas-Rhin	-0,6%	-2,5%
Haute-Marne	-2,4%	-1,4%
Haut-Rhin	0,0%	-1,1%
Marne	-0,9%	0,8%
Meurthe-et-Moselle	-1,5%	-3,5%
Meuse	-0,1%	-0,1%
Moselle	-0,7%	-2,4%
Vosges	-1,3%	-2,8%
Grand Est	-0,8%	-1,6%
France métropolitaine	-0,3%	1,5%

## 17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Situation toujours plus précaire du demandeur d'emploi.** Si le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est à la baisse, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories A, B, C) n'affiche aucun signe de repli. Elle est au premier trimestre 2019 de 644 jours (+ 59 jours en deux ans). La tendance nationale est également toujours à la hausse (+ 48 jours en deux ans), avec toutefois une durée d'inscription moyenne un peu plus faible qu'en région, 625 jours. A l'exception des Vosges, ce sont les départements qui présentent déjà des anciennetés d'inscription élevées qui sont touchés par les hausses les plus importantes (+ 31 jours dans les Ardennes en un an, + 33 dans la Meuse).



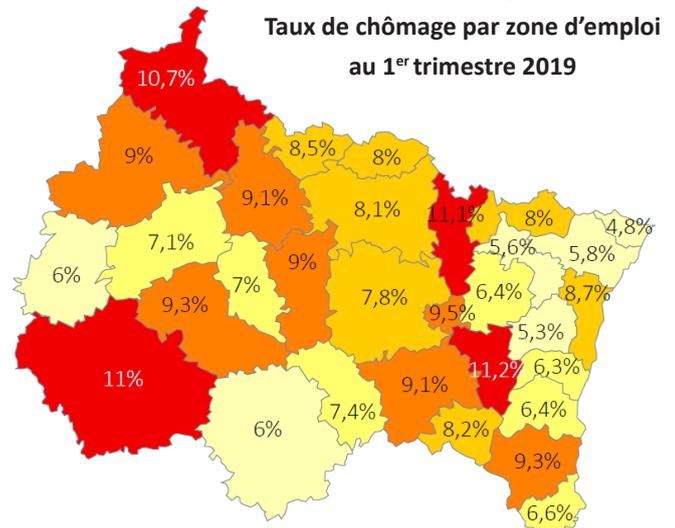
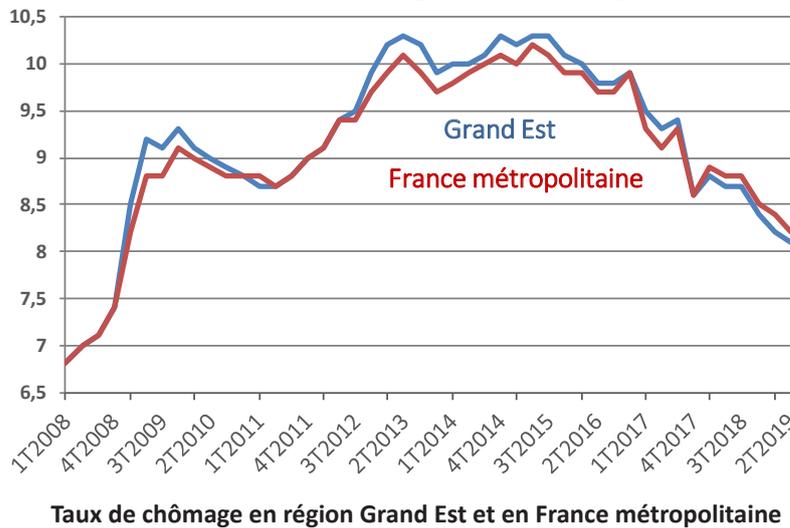
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	31	723
Aube	30	648
Marne	25	642
Haute-Marne	32	649
Meurthe-et-Moselle	26	671
Meuse	33	684
Moselle	28	622
Bas-Rhin	17	629
Haut-Rhin	16	586
Vosges	16	726
Grand Est	23	644
France	24	631

## 18 - TAUX DE CHÔMAGE - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

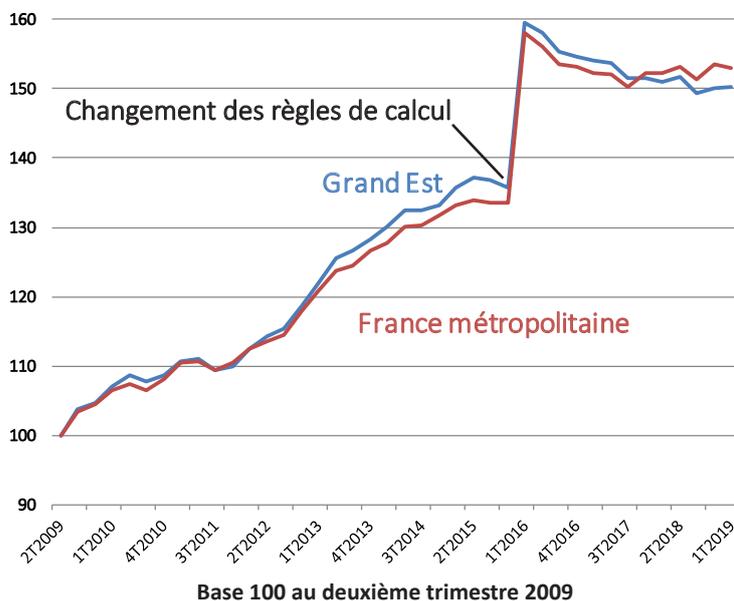
**Le chômage continue de se rétracter.** Après une stabilisation du taux de chômage au cours de l'année 2018 au niveau régional et national, on assiste de nouveau depuis fin 2018 à un recul important. Le Grand Est, avec 8,1% (0,1 point en-deçà de la valeur France métropolitaine), présente son taux le plus faible depuis 2008. Au regard des faibles taux de chômage de nos voisins (cf. indicateur n°20), la position géographique de certains territoires leur permet de bénéficier du travail frontalier. A l'échelle locale, on constate de fortes disparités entre les territoires qui composent la région : les taux varient d'environ 5% (zones bas-rhinoises) à près de 11% (Forbach, St-Dié-des-Vosges, Troyes, Charleville-Mézières). Sur un an, mise à part Châlons-en-Champagne et Sarrebourg, l'ensemble des zones d'emploi atteste d'un recul du chômage.



## 19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Stabilisation du nombre d'allocataires RSA.** Le Grand Est compte au 31 mars 2019 toujours un peu moins de 141 000 allocataires du RSA (8,6% du total national, en retrait depuis 4 ans). Sur une année, on note encore une légère baisse du nombre d'allocataires (-0,5%), essentiellement du fait des départements lorrains, la Moselle affichant le recul le plus significatif avec -2,4%. Trois départements du Grand Est présentent une augmentation : la Haute-Marne, la Marne et le Bas-Rhin. En France métropolitaine, leur nombre progresse sur la même période de 0,5% : 1 633 448 personnes touchent l'allocation du RSA.



	Evolution du nombre d'allocataires sur un an	Nombre d'allocataires au 1 <sup>er</sup> trimestre 2019
Ardennes	-0,8%	10 338
Aube	-0,3%	9 175
Bas-Rhin	0,9%	26 242
Haute-Marne	1,9%	4 066
Haut-Rhin	-0,9%	14 743
Marne	0,9%	13 728
Meurthe-et-Moselle	-1,1%	21 331
Meuse	-1,0%	4 850
Moselle	-2,4%	26 019
Vosges	0,0%	10 380
<b>Grand Est</b>	<b>-0,5%</b>	<b>140 872</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>0,5%</b>	<b>1 633 448</b>

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

# 4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

190 333 travailleurs frontaliers

106 197 au Luxembourg  
40 000 en Allemagne\*  
35 636 en Suisse  
8 500 en Belgique\*\*

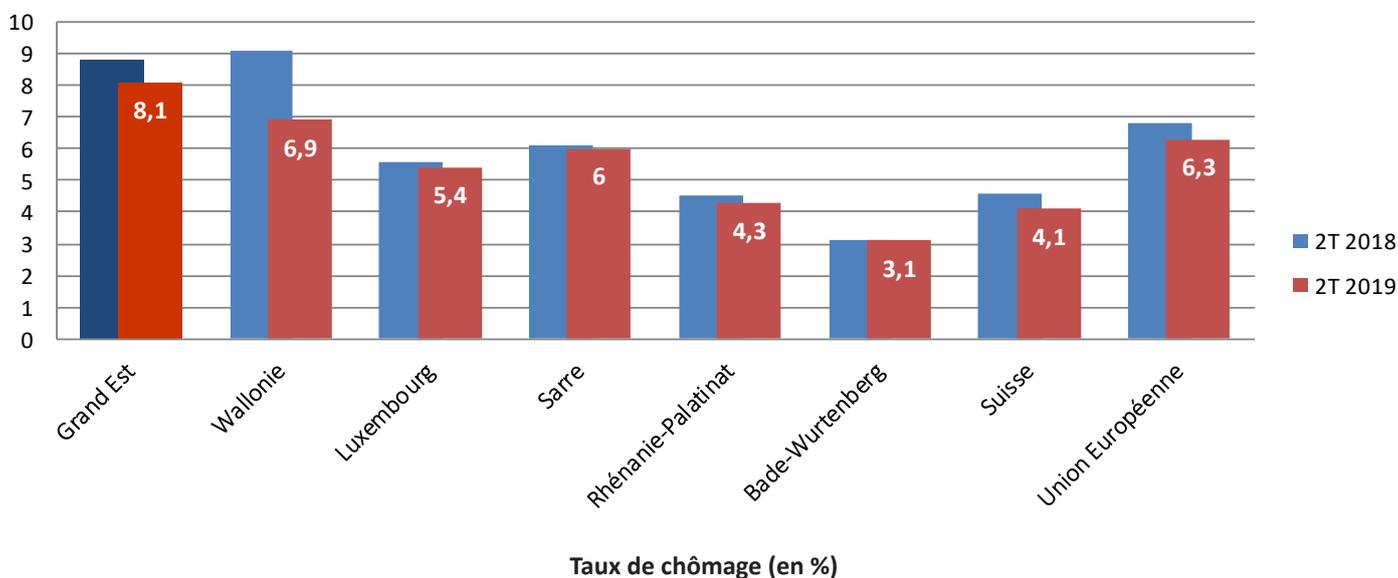
\* Estimations 2018

\*\* Données fin 2016

## 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

**Baisse des taux de chômage dans tous les territoires transfrontaliers.** Depuis 4 années, les taux de chômage sont à la baisse dans les 8 territoires étudiés, à des degrés différents : de -0,5 point à -1 point pour les Länder allemands et la Suisse (qui présentaient déjà des taux relativement faibles), -1,4 points au Luxembourg, la baisse la plus significative étant à mettre au crédit de la Wallonie, avec un recul de 4,2 points. Le Grand Est affiche une diminution de 2,2 points sur 4 ans. C'est d'ailleurs ce dernier qui affiche désormais le taux de chômage le plus élevé des territoires étudiés, avec 8,1% au deuxième trimestre 2019 (1,8 points au dessus de l'Union Européenne).



## 21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

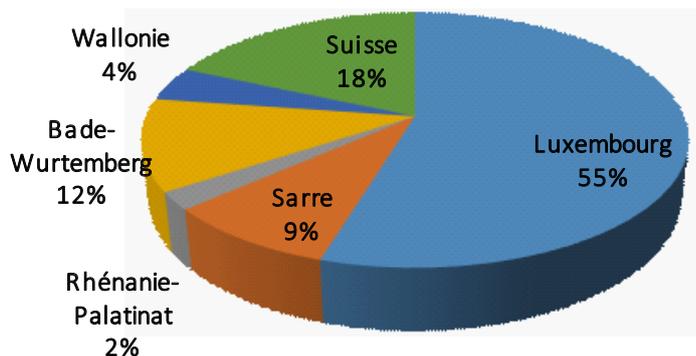
SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA

**Le Luxembourg continue d'attirer les travailleurs frontaliers.** Bénéficiant d'une position géographique unique et de 760 kilomètres de frontières, la région concentre près de la moitié des travailleurs frontaliers de France. Le Luxembourg continue d'en capter toujours plus, même si la Suisse est le pays étranger qui emploie le plus de français (176 955 au total, dont 35 636 venant du Grand Est). Aujourd'hui, 106 197 habitants de la région se rendent au Grand-Duché quotidiennement pour travailler, soit 6 000 de plus en seulement un an. Les prévisions pour 2035 annoncent 150 000 frontaliers. Pour rappel, en 2005, on comptait « seulement » 60 000 navetteurs vers le Luxembourg.

L'Allemagne, avec environ 40 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, dont la moitié vers le Bade-Wurtemberg, reste en recul par rapport à la situation de 1999 (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 travailleurs frontaliers résidant en France.

	Nombre de frontaliers au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2019	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	106 197	+6,1%	+3,4%
Suisse	35 636	+0,6%	+1,2%
Allemagne*	40 000		
Belgique**	8 500		

(\*) Estimations 2018  
 (\*\*) Données 3<sup>ème</sup> trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture  
 du CESER Grand Est (21 membres)

Président : Michel RUDENT  
 Vice-Président : Jean-Pierre LANGLET  
 Rapporteuse : Michèle TREMOLIERES

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

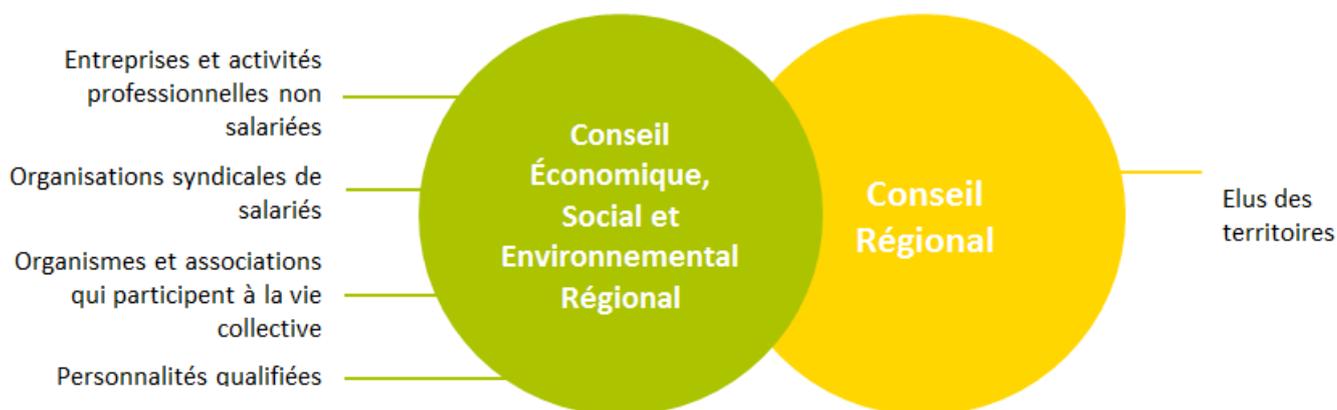
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

## LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : [www.ceser-grandest.fr](http://www.ceser-grandest.fr)

### Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

#### Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex  
Tél : 03 26 70 31 79

#### Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01  
Tél : 03 87 33 60 26

#### Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex  
Tél : 03 88 15 68 00

**CESER**  
ALSACE  
CHAMPAGNE-ARDENNE  
LORRAINE **Grand Est**